

RAPPORT MENSUEL DE MONITORING PROTECTION DIFFA, AOUT 2019



Discussion en FGD avec les leaders communautaires de Garin wanzam Yebi



I- APERCU DE L'ENVIRONNEMENT SECURITAIRE ET DE PROTECTION

La région de Diffa reste marquée, ce mois d'août encore, par une insécurité persistante avec des assassinats, enlèvements, extorsions de biens, la présence des engins explosifs improvisés et la recrudescence du phénomène de déplacement de population, du fait des éléments du GANE.

II- CONTEXTE OPERATIONNEL

Le contexte opérationnel a été marqué par :

- La persistance du « no go » dans les communes de Bosso, Toumour, Gueskerou, au Sud de Maine-Soroa et dans les îles du Lac Tchad, qui connaissent des incidents sécuritaires majeurs,
- L'impraticabilité des pistes devenues boueuses et marécageuses, avec la saison des pluies,
- La dégradation progressive de la situation sécuritaire dans la ville de N'Guigmi, naguère à l'abri,
- De nouvelles découvertes d'engins explosifs improvisés.
- Les exactions des bandits armés et du GANE sur les populations civiles (assassinats, enlèvements avec demande de rançons, pillages, etc...).
- Des déplacements forcés de populations, à la suite des ultimatums donnés par les éléments du GANE.
- La libération de 25 personnes (14 hommes, 1 femme et 10 filles) : 13 contre paiement de rançon, 03 sans paiement de rançon et 09 qui ont pu s'échapper.
- L'assassinat, dans l'île de Toubou Guini au Nigéria, de 2 personnes enlevées à Bandi
- La persistance de la taxe non conventionnelle infligée par le GANE aux populations civiles qui se rendent dans les îles pour la pêche.

III - MOUVEMENTS DES POPULATIONS DANS LA REGION DE DIFFA

A/ Mouvements inter- sites

Au cours de ce mois d'Aout, 680 ménages de 3623 personnes (1811 hommes et 1812 Filles) ont quitté les localités de Garin Wanzam, Dagaya, Lamana, Karawa, Wor, Karawa, Bandi, Bague Tchigowa Maniram Djidinga, Kindjandi, Djakaradi, Koukoudou, Fowa Boula, Kilbouwa, Gayami, Dyné, N'Guigmi, Ngarwa, Goumaou, Fougouri, pour s'installer dans les villages périphériques de la commune de Diffa (Awaridi, Bagara, Mataou, Boulangu Yaskou,), dans la commune de Chétimari (Madouri), à Garin Wanzam Yebi et Kri Kourou.



Les principales causes de ces mouvements sont non seulement, l'ultimatum lancé par les éléments du GANE aux habitants de plusieurs localités frontalières dans les communes de Bosso, Gueskerou et Toumour, mais aussi, la fréquence des assassinats, enlèvements, pillages et autres exactions dont sont victimes les populations.

90 autres ménages de 435 personnes ont quitté Baram Koura, Assaga, Ngagam, Garin Dogo, Kaiya, Boula Hardé pour s'installer à Kri Kourou, Bagué, Kassoulwa. Ces mouvements, pour la plupart préventifs, faisaient suite à la multiplication des incursions durant le mois sous- revue

Au niveau de Garin Wanzam Yebi, ce sont 850 ménages qui ont été identifiés. Ceux-ci bénéficient des services du paquet médical de la clinique mobile de MSF Espagne. Cette prise en charge inclut la santé mentale avec en perspective, une distribution NFI.

Plus tôt en juillet, 411 ménages de 2470 personnes en provenance de Wor, Kiessa Bassa, Grema Artori, Bandi, Madou Kellouri et Toumour à destination de Madouri, Awaridi, Ariguirguidi et des quartiers de Diffa (N'Guel Madou May, Diffa Koura, Festival, Charré), avaient été recensés.

Le cumul des mouvements enregistrés au cours de cette période donne 1181 ménages de 6528 personnes pour lesquels le monitoring et l'évaluation multisectorielle des acteurs RRM ont relevé des besoins pressants en vivres, abris/NFI et en eau potable.

B/ Mouvements du Niger vers le Nigeria

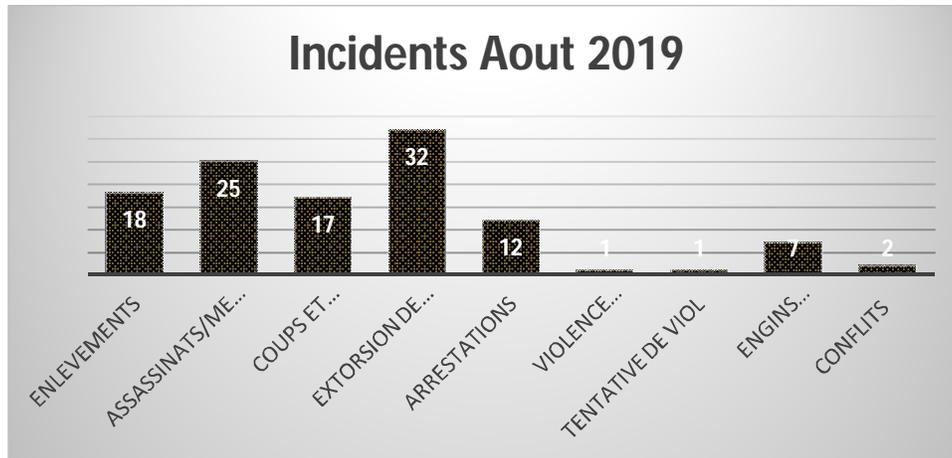
03 ménages de 17 personnes (8 hommes, 9 femmes) ont quitté Diffa (Charre) pour se rendre à Damatourou au Nigeria.

C/ Mouvements du Nigeria vers le Niger

02 ménages de retournés de 11 personnes (5 hommes et 6 femmes) sont arrivés à N'Guel Kolo en provenance de Goudoumbari pour raison d'insécurité grandissante due à la présence des éléments du GANE.

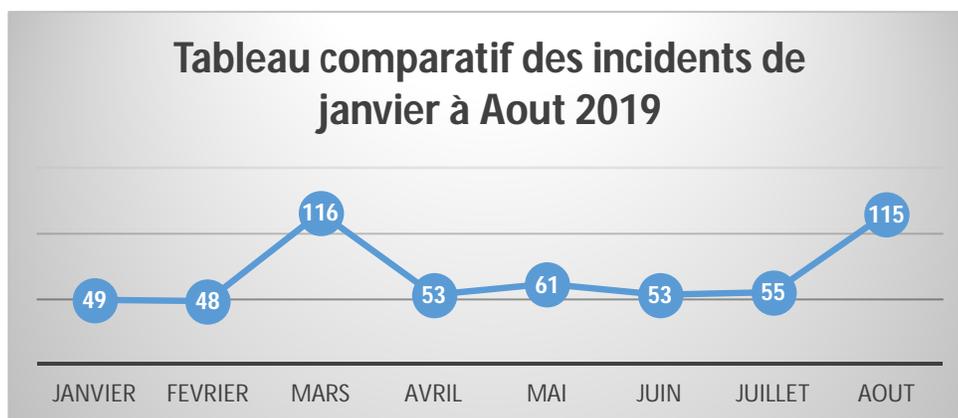
IV. INCIDENTS DE PROTECTION

115 incidents ont été rapportés en août. Il s'agit de : 18 enlèvements, 25 assassinats/meurtres, 17 cas de coups et blessures, 32 extorsions de biens, 01 viol/tentative, 01 violence physique, 12 arrestations, 07 découvertes d'Engins Explosifs Improvisés et 02 conflits communautaires.



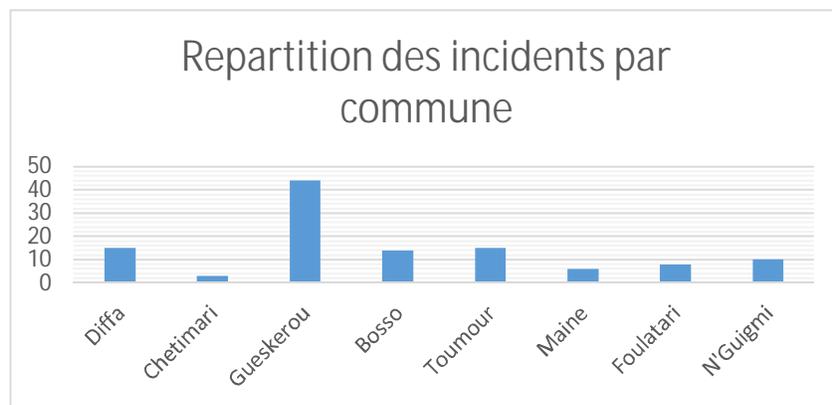
Le grand banditisme matérialisé par des extorsions de biens dans les sites et villages vient en première position et se constate dans des zones où il y a une présence réduite des forces de défense et de sécurité (FDS). Les attaques interviennent entre 22 heures et 3 heures du matin après le retrait des FDS. En seconde position viennent les assassinats et meurtres perpétrés par les éléments du GANE sur la population civile. Les enlèvements avec demande de rançon tiennent également une place importante. Toutefois, au cours de ce mois, 12 filles âgées de 10 à 15 ans et 2 adultes ont pu échapper aux éléments des GANE.

La résurgence des engins explosifs improvisés (EEI) est observée dans les communes de Bosso et N'Guigmi et doit faire l'objet d'une attention particulière de la part des autorités administratives et militaires sans oublier les acteurs humanitaires.



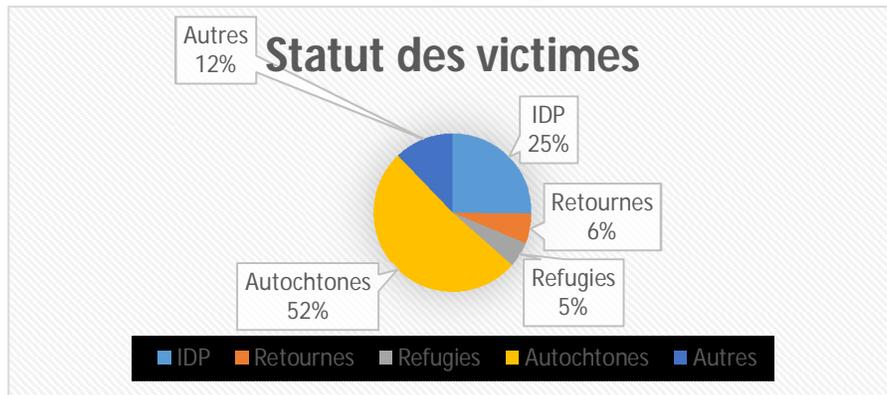


Le mois d'août 2019 a été caractérisé par une intensification des activités des éléments du GANE contrairement à l'analyse de certains acteurs humanitaires qui prévoyaient une situation d'accalmie à la montée des eaux de la Komandougou. La saison hivernale n'a pas découragé les éléments du GANE en quête de ressources financières, matérielles et humaines. Leurs actions ont été facilitées par l'impraticabilité des voies d'accès qui limitent l'intervention des FDS et provoquent par conséquent le déplacement des populations vers des zones considérées plus sûres. Cette situation pourrait accroître les besoins humanitaires difficilement couverts avec les faibles ressources disponibles.

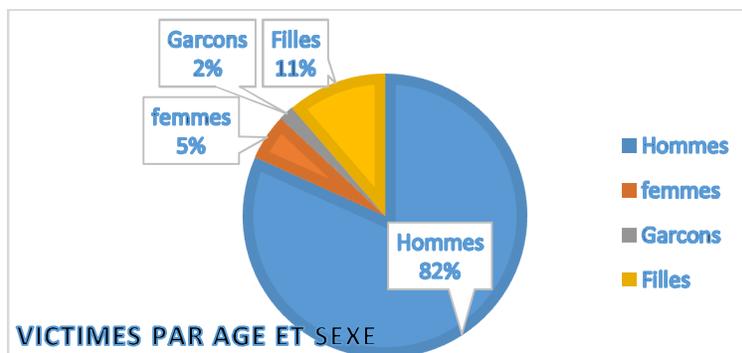


Les communes frontalières sont les plus touchées non seulement de par leur position mais surtout à cause de l'impraticabilité des voies d'accès. Au cours de ce mois d'août, en plus des actes de banditisme, certains villages ont été sommés par les éléments du GANE de suspendre toute activité agricole. Kindjandi et Garin Wanzam, les sites les plus peuplés de la commune de Gueskerou et qui constituent une destination de choix, sont aussi devenus des localités instables.

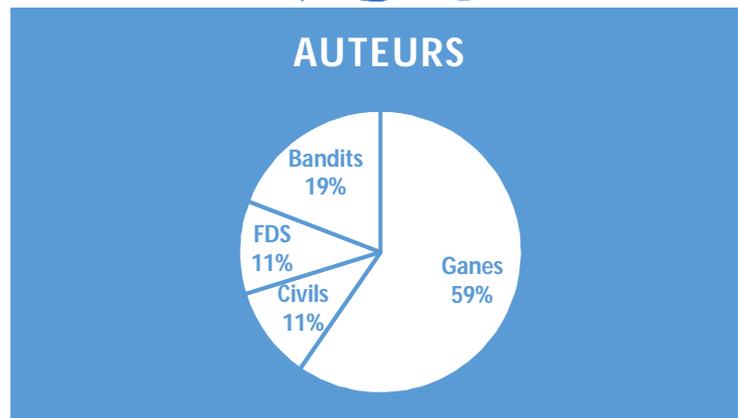
La présence de la commune de Foulatari, localité située hors de la zone de conflit, est due au fait qu'elle a enregistré des incidents de protection à la suite d'un conflit intercommunautaire entre Arabes Mohamides et peulhs.



Toutes les couches de la population sont affectées par les incidents avec en majorité les autochtones, suivis par les IDPs. Les retournés et les réfugiés sont affectés dans une moindre mesure.



Le nombre d'enfants victimes d'incidents a augmenté au cours de ce mois avec l'enlèvement accru des jeunes filles. L'ampleur de ce phénomène qui constitue une grave atteinte aux droits humains en général et en particulier à ceux des enfants, interpelle à tous les niveaux et pousse à la réflexion.



Bien que les éléments du GANE soient les premiers auteurs des violations rapportées, il n'en demeure pas moins que les bandits armés qui viennent en seconde position, deviennent une véritable préoccupation pour la population civile. L'absence des positions des FDS pourrait expliquer cette situation. Les FDS et les civils sont également des auteurs. En ce qui concerne les FDS, il s'agit surtout d'arrestations et de bavures. Quant aux populations civiles, elles sont indexées dans les incidents liés aux SGBV, les conflits intercommunautaires et les coups/blessures.

V. INCENDIES/ INONDATIONS

Les fortes précipitations et les vents violents enregistrés au cours du mois sous- revue ont causé beaucoup de dégâts notamment des effondrements de maisons.

Il a été enregistré 32 abris dévastés à N'guitchouma et environ 260 abris dans les deux localités de N'Guigmi et Kabléwa. Des demandes ont été introduites auprès du Groupe de Travail Abris, de OIM et de la section Shelter du HCR.

VI. CONFLITS INTER/INTRACOMMUNAUTAIRES/COHESION SOCIALE

Des poches de conflits intercommunautaires ont été relevées notamment dans la commune de Foulatari, avec une bagarre entre Peulh et Manga à propos d'une cuvette de Kol Seréwa se soldant par 02 morts et 03 blessés évacués à l'hôpital de Mainé-Soroa. La gendarmerie a arrêté 3 autres personnes auteurs présumés. Un suivi est en cours pour l'implication du partenaire SFCG dans la sensibilisation des communautés en conflits.



VII. PREVENTION ET REPONSE AUX VIOLENCES SEXUELLES ET SEXISTES

A. Prévention

04 séances de sensibilisation ont été organisées dont une sur le mariage d'enfant dans la localité de Kawa et trois sur le sexe de survie au centre d'écoute et d'orientation (CEO). Le premier thème se justifie par le constat que la majorité des femmes de ce site a été mariée à moins de 18 ans. Au CEO, 03 activités de sensibilisations communautaires ont été réalisées.

B. Réponses

Le CEO a été visité par 88 personnes durant le mois sous- revue.

04 cas de VBG ont été enregistrés au cours du mois dont : 01 cas d'abus sexuel (d'un enfant réfugié de 05 ans par un IDP de 16 ans). 01 viol sur une jeune fille réfugiée de 19 ans, enceinte de 8 mois et présentant des troubles psychologiques. 01 agression physique sur un homme vivant avec un handicap. 01 cas de déni de ressource sur une jeune femme de 25 ans, répudiée et en quête d'appui pour intenter une action en justice.

Les quatre cas (04) ont bénéficié d'une prise en charge psychologique, deux (02) ont été référés au service médical. Pour le cas de viol, la procédure judiciaire est en cours.

VIII. PROTECTION DE L'ENFANCE

Les principaux droits violés, dans la quasi totalité des localités visitées au cours de ce mois, sont le droit à l'épanouissement, au bien-être, à l'éducation et à la documentation. En effet, l'accès réduit à l'éducation du fait de la non- présence des enseignants, du nombre réduit des salles de classes et le nombre limité du matériel didactique dans les écoles impactent négativement sur l'accès à l'éducation des enfants dans les localités visitées. En outre, la non- détention d'extrait de naissance impacte sur le droit à une identité juridique. Ce qui pourrait les exposer à un risque d'apatridie s'il s'avère que leurs parents ne possèdent pas ou plus de pièces d'identité. Le travail des enfants pour subvenir aux besoins des ménages a été relevé par exemple dans la ville de N'Guigmi : petit commerce, recherche du bois de chauffe.... avec tous les risques encourus.

02 sensibilisations ont été organisées sur la déclaration des naissances et l'importance de la documentation civile et ont touché 48 personnes à Kangouri, 38 à Maliari et 12 à Kawa.



IX. PERSONNES A BESOINS SPECIFIQUES

29 personnes (16 femmes, 12 hommes et 1 garçon) dont 14 déplacés internes, 14 réfugiés et 1 autochtone ont été assistés sur la base de leurs besoins spécifiques dans les quartiers Sabon caré, Cameroun, Kassouan Daré Boudouma/Malien. Ces Assistances de Protection Individuelle (API) sont composées de moustiquaires, pagnes, friperies, couvertures, kits Bébé, boubous pour hommes adultes.

Un total de 108 personnes à besoins spécifiques a été assisté depuis le début de l'année 2019.

X. LOGEMENT, TERRE ET PROPRIETE

Dans la plupart des sites, les personnes logent dans des abris d'urgence qui n'ont pas été renouvelés, pour certains depuis plus de 02 ans. Ce qui expose les ménages aux intempéries. Toutefois ces personnes (réfugiés et retournés) ont accès aux terres pour les besoins de logement, même si cet accès demeure assez précaire. C'est l'exemple des réfugiés du quartier Cameroun dans la ville de N'Guigmi qui sont menacés d'éviction par un présumé propriétaire qui leur réclame une contribution financière comme frais d'occupation. Un suivi est en cours à ce sujet.

XI. COORDINATION

- Atelier de formation des partenaires de monitoring de Protection de l'UNHCR sur les outils, SOP et l'amélioration de la qualité des activités de collecte des données monitoring de protection ainsi que l'analyse et le rapportage des incidents, qui a réuni 23 acteurs.
- Première réunion mensuelle de redynamisation du sous- GTP de N'Guigmi sous le lead de la Direction départementale de la Promotion de la Femme et de la Protection de l'Enfant (DDPE), avec la Co- facilitation de DRC. Cette rencontre a permis non seulement de prendre contact avec les acteurs de protection sur place DDPE, CIAUD, COOPI et DRC mais également de dessiner la situation générale de la zone ainsi que les actions à prendre.
- Réunion restreinte du GTP avec une mission de la coopération suisse. Il s'est agit de présenter la situation générale de protection qui prévaut au niveau de la région de Diffa, en termes de priorités, besoins et gaps.
- Réunion GTP, avec 22 participants sur les points suivants :
 - Revue des recommandations de la dernière réunion,
 - Activités des SGT PE et VBG,
 - Partage sur le monitoring du mois de juillet 2019,



- Nouveaux mouvements de populations dans la région de Diffa.
- Participation à la réunion du Forum de coordination civilo- militaire (CM COORD) au cours de laquelle la situation de protection des populations au niveau de la région de Diffa a été présentée au Commandant du Secteur III.
- Suivi et évaluation des incidents de protection et d'inondations survenus dans la zone (Kabléwa et N'Guigmi) avec la DDPE et la Protection civile en collaboration avec les comités de protection.

XII. PRINCIPAUX DEFIS ET RECOMMANDATIONS

A. Défis:

- Persistance des incursions des éléments du GANE avec comme conséquence des assassinats, enlèvements et extorsion de biens ;
- Recrudescence de la criminalité d'opportunité, avec le banditisme armé sur les sites de déplacés. Ce qui oblige les bras valides à opter pour le déplacement de nuit.
- Absence de positions militaires dans les sites où prévalent les enlèvements et le banditisme.
- Persistance des rumeurs faisant cas d'éventuels enlèvements d'acteurs humanitaires en particulier féminins dans la zone de N'Guigmi par des éléments du GANE.
- Besoins croissants en assistance humanitaire des déplacés et victimes des intempéries

B. Recommandations:

Les principales recommandations	Acteurs impliqués
- Rehausser le financement des activités de réponse aux besoins prioritaires des populations particulièrement les kits API	UNHCR
- Renforcer les stratégies d'élaboration de plan de contingence d'assistance en abris et en vivres pour répondre aux besoins de manière plus rapide ; - Poursuivre les plaidoyers pour le renouvellement des abris des personnes en déplacement ; Renforcer les plaidoyers sur l'accès des enfants à l'école et les stratégies de plan de contingence d'assistance aux personnes vulnérables	Les différents groupes sectoriels
- Renforcer la sécurité des populations civiles et permettre l'accès humanitaire dans les zones reculées, en lien avec l'urgence actuelle	Les forces de défense et de sécurité (FDS)



<p>- Poursuivre les sensibilisations et les activités de rapprochement communautaires</p> <p>Continuer le plaidoyer dans le cadre de développement des activités de formation et de relance économique en faveur des jeunes et des femmes cheffes de ménages vulnérables</p>	<p>DRC et des autres acteurs humanitaires</p>
--	--